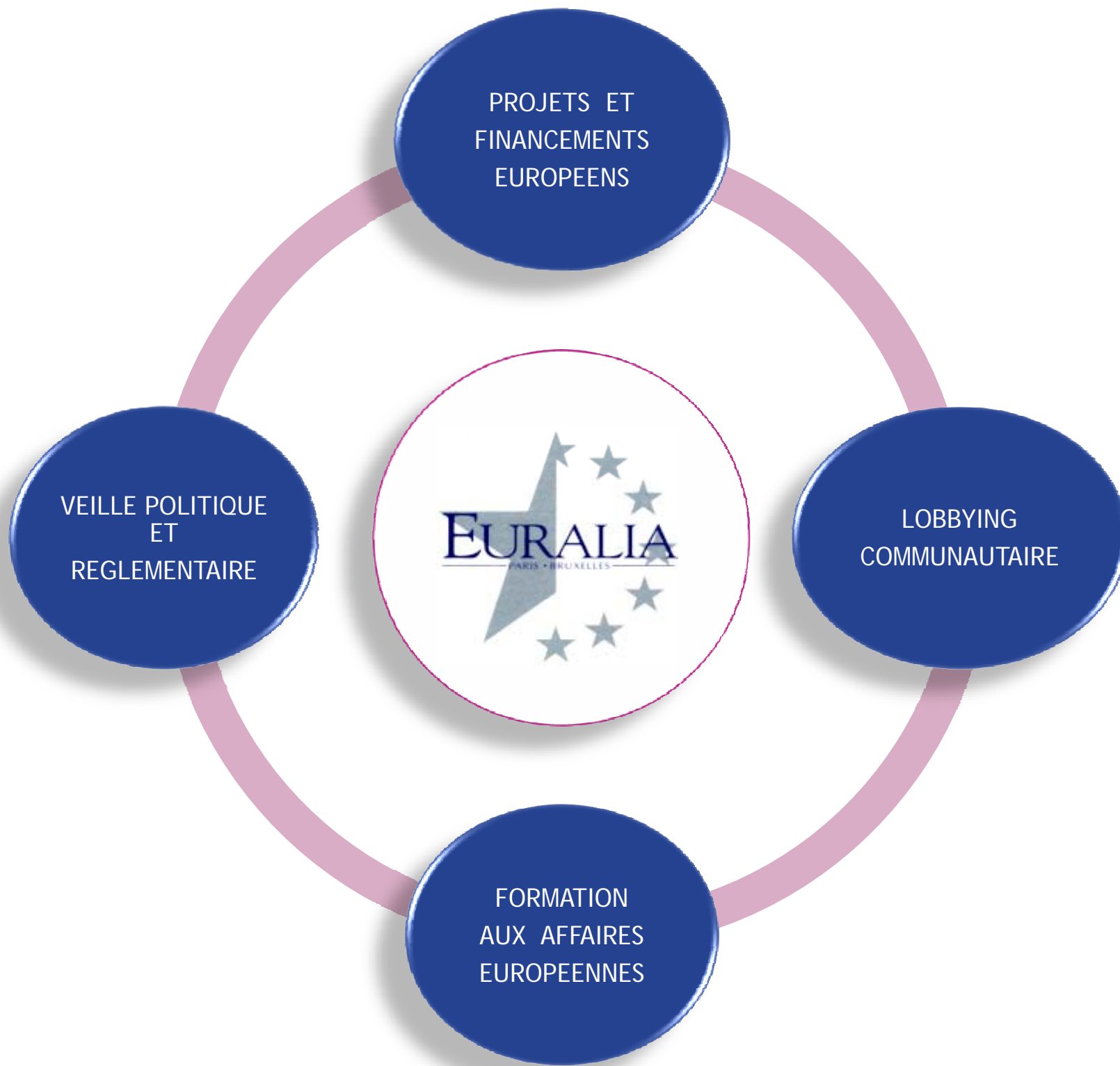


Panorama des institutions et des dossiers européens de l'économie numérique

Bruno Dupont, Président, Euralia
Marc Jamet, Consultant Senior, Euralia



Sommaire

1. Les institutions européennes : changement et permanence
2. Principaux dossiers de l'économie numérique

Bruxelles: incontournable

80% de la législation nationale est d'origine communautaire

Nécessité de:

- suivre de près les évolutions réglementaires
- faire entendre sa voix auprès des décideurs



Une convergence d'intérêts

Les institutions européennes

- Une obligation de consultation
- Le « déficit démocratique »
- Un besoin d'expertise

Volonté de
s'ouvrir aux
acteurs socio-
économiques

- procédures de consultation
- accès aux documents disponibles

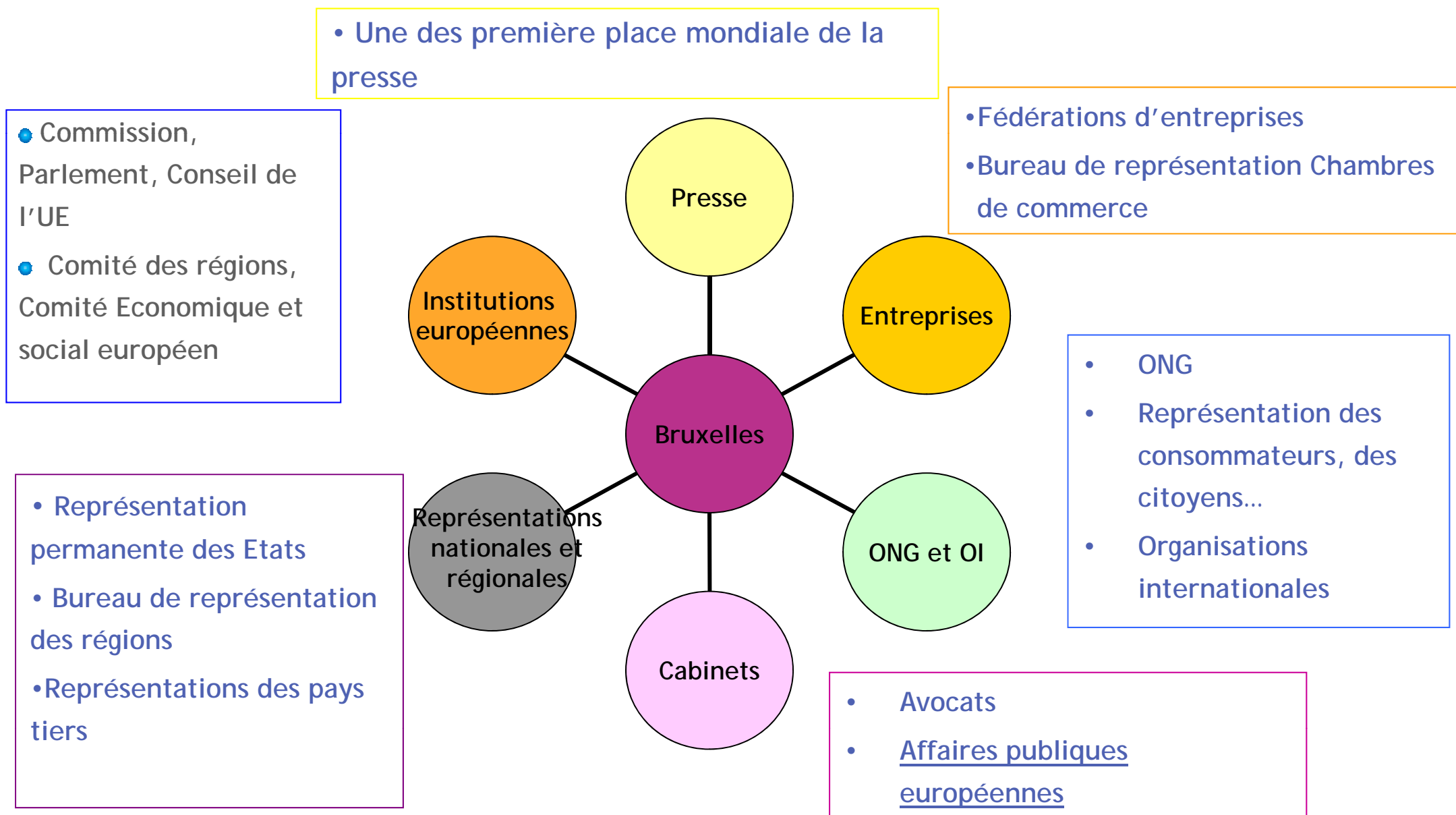
Les acteurs

- Subissent un impact réglementaire et légal
- Attirés par des opportunités de financement
- Ont des besoins en terme d'identité et de visibilité

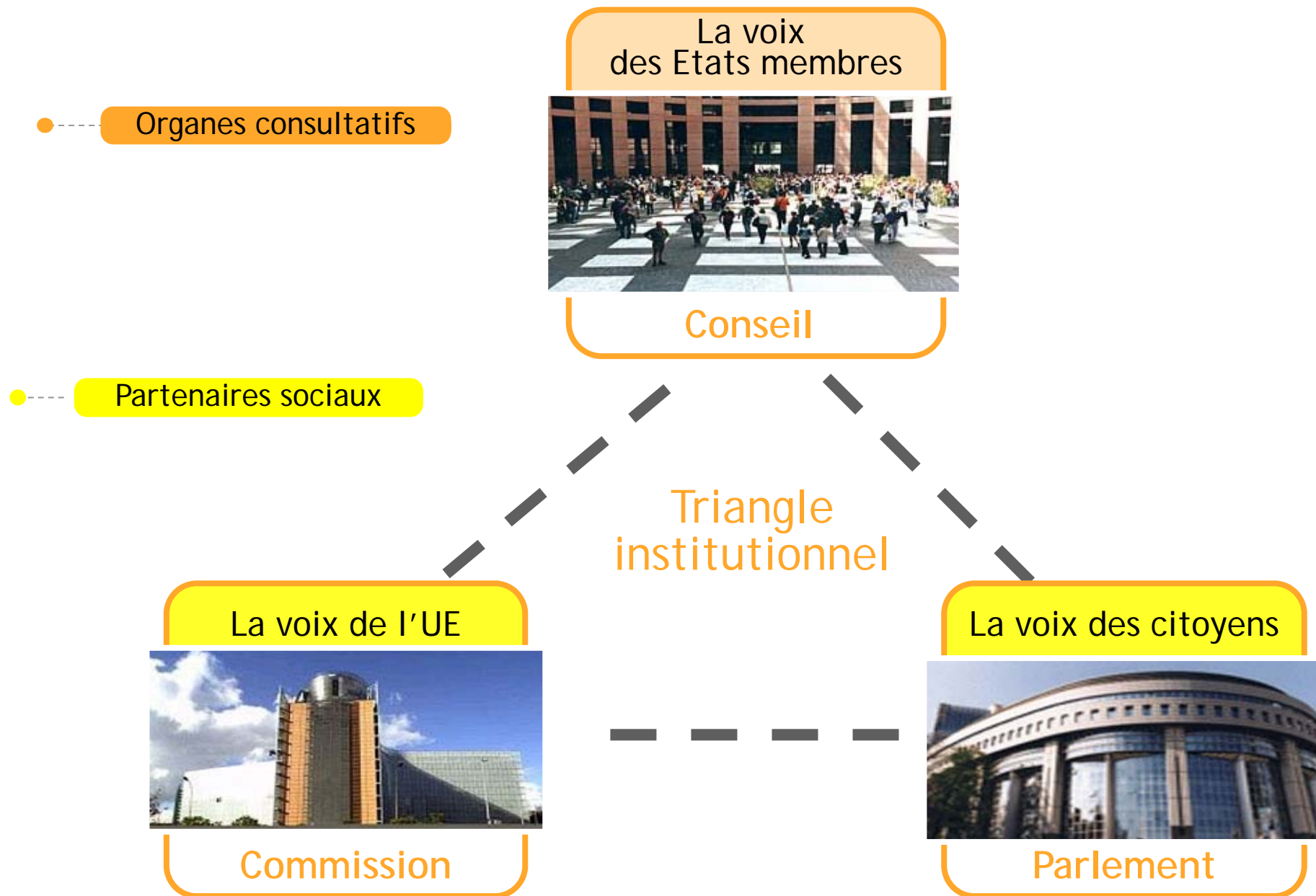
Volonté d'être
informé et
entendu au
niveau européen

S'organisent pour être
représentatifs, proposer
une expertise afin de faire
passer leur message

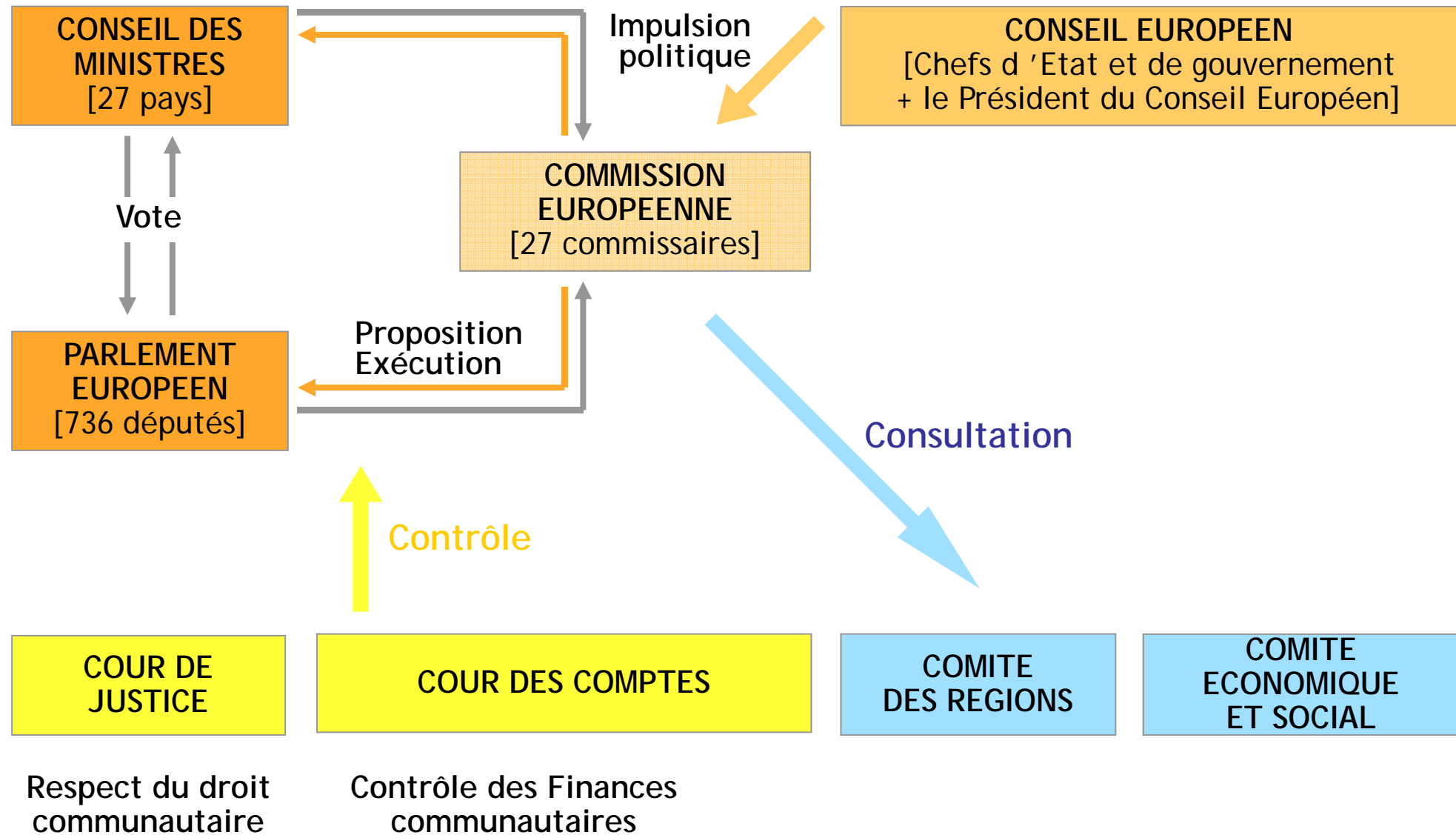
Une multitude d'acteurs en interaction



Le triangle institutionnel européen



Une organisation complexe



Le Conseil européen

- | Composé des chef d'Etat des 27 Etats membres
- | Présidé par un Président du Conseil européen (H. Van Rompuy)
- | Se réunit environ 4 fois par an

- Rôle

- | Établit les orientations générales de l'Union
- | Ouvre de nouveaux secteurs à la coopération [ex : défense]
- | Exprime des positions communes sur les relations extérieures
[ex : élargissement]

- Décide à l'unanimité

- Organe intergouvernemental

Impulsion

Une président du Conseil européen

| Désigné pour deux ans et demi

- Rôle

- | Organisation/Administration
- | Représentation
- | Entre continuité et propositions



Herman van
Rompuy

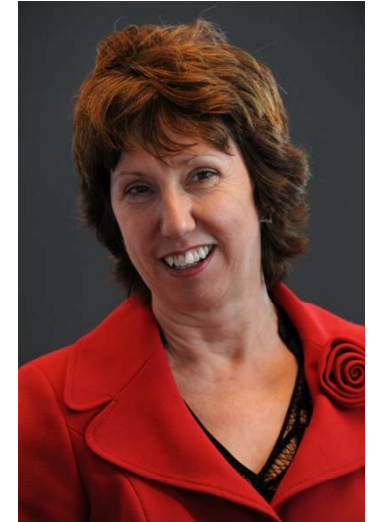
- La Présidence tournante continue mais
un échelon en dessous (Conseil des ministres)

- | Suède depuis le 01.07.2009
- | Espagne le 01.01.2010 et Belgique le 01.07.2010

Le Haut Représentant pour la politique étrangère

Nommée pour 5 ans

- Conduit et coordonne la Politique étrangère de l'UE
- N 2 de la Commission européenne (1^{ère} Vice-présidente)
- Création du service d'action extérieure



Catherine
Ashton

La Commission européenne

Exécutif

Composition

- | Composée de fonctionnaires européens
- | 27 commissaires dont un Président désigné pour 5 ans
- | Obligation d'indépendance, responsabilité collective et individuelle

Rôle

- | **Le pouvoir d'initiative** : propose des régulations, programmes, politiques, avis...
- | Veille à **l'application du droit**, « gardienne des traités », et à la mise en œuvre des décisions et lois
- | **Pouvoirs d'exécution** : application des règles de concurrence, pouvoir d'exécution des règles à travers des comités

La nouvelle Commission (février 2010-2014)

- | 7 Vice-présidents, 13 sortants, 14 nouveaux commissaires
- | 9 femmes, 18 hommes
- | 11 conservateurs, 9 libéraux, 5 socialistes, 2 non inscrits



Nouveaux Commissaires

Agenda Numérique

Neelie Kroes (Pays-Bas, VP)



Marché Intérieur et Services

Michel Barnier (France)



Justice, droits fondamentaux et
citoyenneté

Viviane Reding (Luxembourg, VP)



Concurrence

Joaquin Almunia (Espagne, VP)



Santé et protection des
consommateurs

John Dalli (Malte)



Affaires intérieures

Cecilia Malmström (Suède)



Nouveaux Commissaires

Recherche et
développement

Maire Geoghegan Quinn (Irlande)



Action
Climatique

Connie Hedegaard (Danemark)



Industrie et
entrepreneuriat

Antonio Tajani (Italie, VP)



Transport

Sim Kallas (Estonie, VP)



Commerce

Karel de Gucht (Belgique)

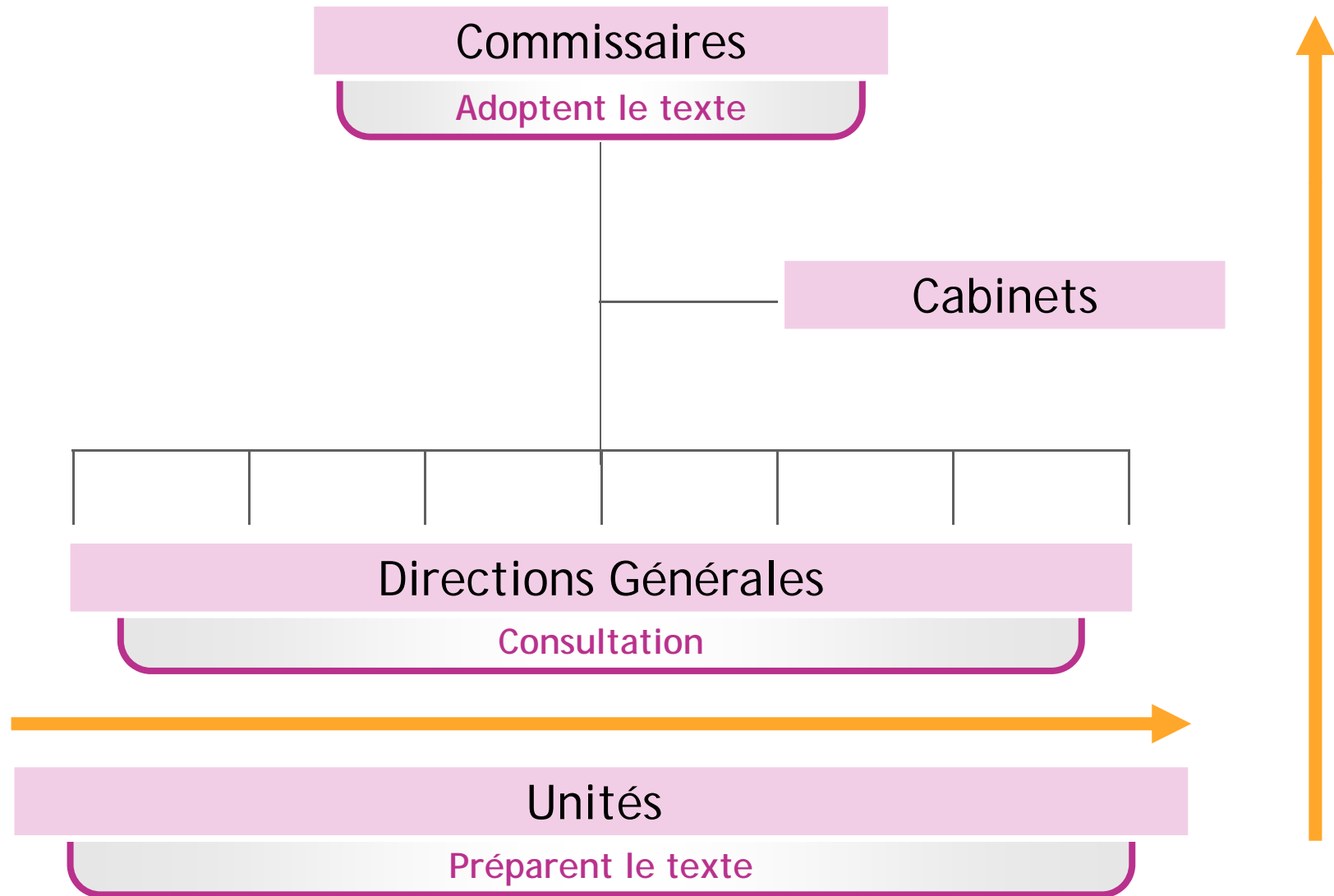


Santé et
protection des
consommateurs

John Dalli (Malte)



L'organisation interne de la Commission



Le Parlement européen



A Bruxelles...

...et à Strasbourg



Le Parlement européen

Législateur



- Composition

- | Députés élus par les citoyens des pays membres [736] (754)

- Rôle

- | Vote les lois [avec le Conseil et selon différentes procédures]

- | Vote le budget

- | Contrôle de l'exécutif [motion de censure, investiture, commission d'enquête]

- | Recours devant la Cour de Justice

Légitimité démocratique

Le Parlement européen (composition)

Allemagne	99
UK	73
Italie	72
France	74
Espagne	54
Pays-Bas	26
Portugal	23
Belgique	22
Grèce	22
Suède	20
Autriche	19
Finlande	13
Danemark	13
Irlande	12
Luxembourg	6

Total

754 députés

Pologne	51
Rep. Tchèque	22
Hongrie	22
Slovaquie	13
Lituanie	13
Lettonie	8
Slovénie	8
Estonie	6
Chypre	6
Malte	5
Roumanie	33
Bulgarie	18

Le Parlement européen

Répartition par groupes politiques

Droite européenne [PPE]	265
Alliance progressiste des socialistes et des démocrates [S&D]	184
Libéraux et démocrates [ADLE]	84
Les Verts	55
Réformateurs et conservateurs européens [ECR]	54
Gauche unitaire européenne [GUE]	35
Europe libertés démocratie [EFD]	32
Non-inscrits [NI]	27
Total	736

Principales commissions parlementaires

Marché Intérieur et protection des consommateurs (IMCO)

Malcolm Harbour (ECR, Royaume-Uni)

Industrie, Recherche, Energie (ITRE)

Herbert Reul (PPE, Allemagne)

Affaires économiques et monétaires (ECON)

Sharon Bowles (ALDE, Royaume-Uni)

Affaires Juridiques (JURI)

Kurt-Heiner Lehne (PPE, Allemagne)

Libertés civiles, justice et affaires intérieures (LIBE)

Juan Fernando Lopez Aguilar (S&D, Espagne)

Le Conseil des Ministres

Législateur

| Rassemble les ministres des Etats membres

| Il existe 9 formations du Conseil

- Rôle

- | Adopte la législation communautaire conjointement avec le Parlement ou seul après consultation du Parlement sur la base des propositions de la Commission

- Aidé par des groupes de travail qui préparent les votes : COREPER [Comité des Représentants permanents]

- Formations clés : Conseils Telecom, Compétitivité, ECOFIN, Justice et affaires intérieures



Le vote au Conseil

Traité de Nice : 1.11.2004 _ 1.01.2009

Allemagne, France, Italie, UK	29	116
Espagne, Pologne	27	54
Roumanie	14	14
Pays-Bas	13	13
Belgique, Grèce, Portugal, Hongrie, République Tchèque	12	60
Suède, Autriche, Bulgarie	10	30
Danemark, Finlande, Irlande, Slovaquie, Lituanie	7	35
Lettonie, Estonie, Slovénie, Luxembourg, Chypre	4	20
Malte	3	3
Total		345

Majorité qualifiée - 255

Les institutions après le Traité de Lisbonne



Commission

- Moins de Commissaires (2014)
- Plus de pouvoir d'initiative en matière de défense et sécurité et justice
- Plus de pouvoir pour le Président de la Commission: il pourra licencier un Commissaire



Le Parlement européen

- Réduction du nombre de sièges à 751
- Plus de pouvoirs: extension de la codécision, pouvoirs budgétaires, accords internationaux
- Election du Président de la Commission par le Parlement européen
- Parlements nationaux davantage inclus

Les institutions après le Traité de Lisbonne



Conseil des
Ministres

- Nouvelle procédure de vote
- Conseil des affaires extérieures présidé par le Haut Représentant
- Système de rotation - 6 mois de Présidence mais système de programme commun pour 18 mois préparé par une équipe de la présidence



Conseil
Européen

- Devient officiellement une institution de l'UE
- Président du Conseil élu pour 2,5 ans par une majorité qualifiée
- Le Président préparera les sommets européens et représentera l'UE sur la scène internationale

La prise de décision communautaire

Les Différents Actes Juridiques

« La Commission propose, le Parlement et le Conseil disposent »

● Règlement

- | Force obligatoire
- | Entre dans l'ordre juridique national

● Décision

- | Vise un Etat, un particulier ou une entreprise

● Directive

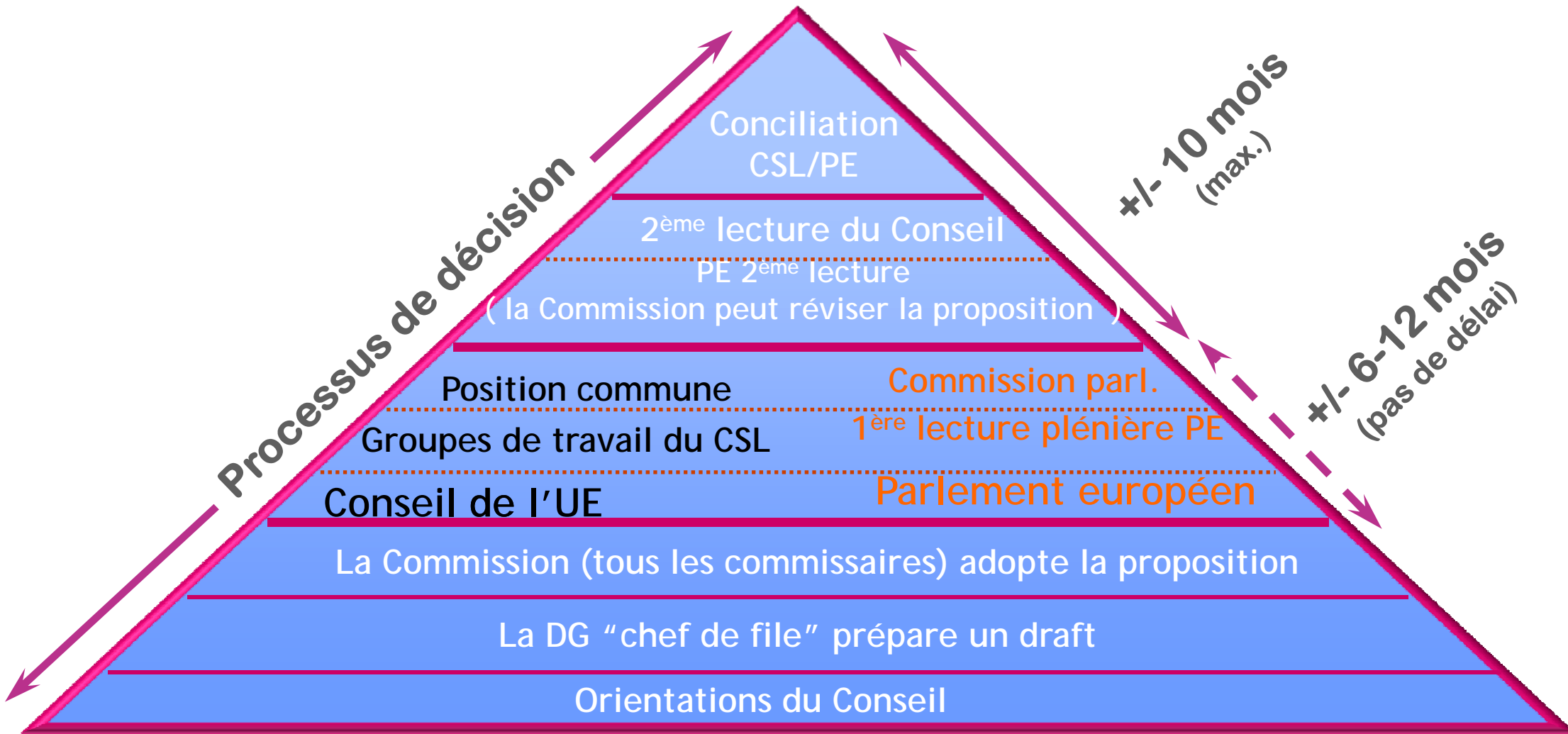
- | Délai de transposition
- | Ensuite, les mesures nationales s'appliquent ou application directe

● Recommandation ou avis

- | Portée consultative
- | Orientation ou impulsion
- | Surveillance multilatérale

Le droit communautaire prime sur les droits nationaux

Rappel: les différentes étapes du processus de décision



Les autres textes...

Plan d'action

Livre Vert

● Document plus ouvert. Questions, options à débattre

Livre Blanc

● Orientation centrale soumise à discussion

Communication

2. Dossiers européens de l'économie numérique

Grandes orientations de la Commission Barroso II

Présenté devant les groupes politiques du Parlement en septembre 2009

Grands objectifs :

- garantir une sortie de crise efficace
- faire avancer l'Europe des citoyens
- développer les nouvelles sources de croissance et de cohésion sociale

Définir une vision pour l'UE en 2020

L'AGENDA NUMERIQUE DE L'EUROPE

Programme de la Commission Barroso II

Renforcer le
tissu
industriel

Lutte contre le
changement
climatique

Réguler les
marchés
financiers

Agenda
Numérique
pour
l'Europe

Cohésion
sociale

Concurrence

Marché
Unique de
demain

Immigration
économique

Nouvelle culture
entrepreneuriale

Société de la
connaissance

Agenda Numérique pour l'Europe

Annoncé en juin 2009 par Viviane Reding

Nouveau portefeuille confié à **Neelie Kroes (NL)**



L'Agenda numérique européen :

(priorités définies par Viviane Reding le 9 novembre à Visby, Suède)

- Développer l'internet **haut débit** en Europe
- Créer un marché unique du **contenu créatif numérique** en Europe (licence européenne...) - consultation ouverte jusqu'en janvier 2010.
- Amélioration des services disponibles en ligne pour les **consommateurs**
- Assurer efficacement la protection des données personnelles
- Favoriser l'émergence d'un « *European Cloud* »
- Participation des TCI à la lutte contre le **changement climatique**
- Vers une HADOPI européenne ?

Nouveau domaine de la codécision : « Mesures relatives à la création de titres européens pour assurer une protection uniforme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union et à la mise en place de régimes d'autorisation, de coordination et de contrôle centralisés au niveau de l'Union » Article 118 du Traité de Lisbonne

Les réseaux

Le Paquet Télécom :

-Adopté en novembre 2009

Plan de relance européen : 1 milliard d'€ consacré au développement du haut débit

Lignes directrices sur les aides d'Etat

Recommandation sur l'accès aux réseaux nouvelle génération (NGA)

Recommandation sur la sécurité des infrastructures critiques

Débat sur la neutralité des réseaux

Stratégie post i2010

e-commerce

- Commissaire européen compétent :
Michel Barnier (Marché Intérieur et Services)

Libre prestation de services et liberté d'établissement

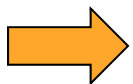
Directive e-commerce 2000/31/CE



Etude et communication sur les barrières au e-commerce (22 octobre 2009, DG SANCO, Commission européenne)

- 7% des transactions en ligne sont transfrontalières dans l'UE
- 60% des transactions ont échoué (paiements, fragmentation juridique et fiscale...)
- Dans un Etat membre sur deux, plus de la moitié des produits a pu être trouvée 10% moins cher sur un site d'un autre Etat membre.

Recommandations : *"renforcer la législation par-delà les frontières" , "simplifier la réglementation transfrontalière pour les détaillants et le labyrinthe juridique qui empêche les commerçants en ligne d'offrir leurs produits dans d'autres pays »* Meglena Kuneva, commissaire européenne.



A venir : Consultation sur la mise en œuvre de la directive e-commerce (mi-2010, DG Marché Intérieur)

Protection des consommateurs

Instaurer une confiance numérique

Directive sur les droits des consommateurs

- Directive proposée en octobre 2008, discutée en codécision
- Un ensemble de règles communes pour les contrats entre professionnels et consommateurs (harmonisation maximale)
- Adoption prévue deuxième semestre 2010

Révision de la directive sur les voyages à forfait de 1990

- Proposition de la Commission attendue à l'automne 2010
- Couverture des forfaits dynamiques ou à la carte, meilleure information...

Enquêtes sectorielles

- Transport aérien, biens électroniques...
- Action sur les sites vendant des sonneries de portables (59 sites fermés)

La protection des données personnelles

Socle juridique :

- directive 1995/46/CE sur la protection des données personnelles
- directive 2002/58/CE vie privée et communications électroniques (e-privacy)

Les avis du G29 et du contrôleur européen des données personnelles

Procédure d'infraction de la Commission contre le Royaume-Uni (Cas Phorm)

Le paquet Telecom adopté en novembre 2009 révisé la directive 2002/58/CE

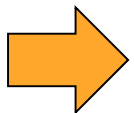
- obligation de notification des pertes de données
- meilleure information de l'internaute sur les cookies (opt in/opt out?)

Sujets à l'agenda numérique européen :

Publicité comportementale, Réseaux sociaux, RFID

Lignes directrices de l'IAB sur la publicité comportementale (UK, mars 2009)

- information claire de l'internaute sur la collecte et l'utilisation des données
- consentement préalable de l'internaute
- accès permanent aux informations clés sur la publicité comportementale



A paraître en Europe continentale en décembre 2009

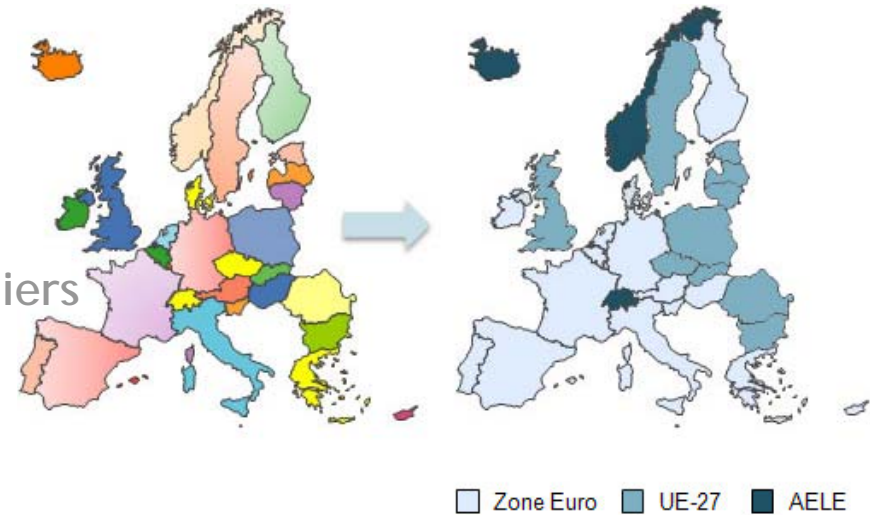
Paievements

La sécurité des paiements : pilier de la confiance du consommateur

Socle juridique :

- La directive 2007/64/CE sur les services de paiement
- la directive 2009/110/CE révisée Monnaie électronique
- le règlement 2005/2560/CE sur les paiements transfrontaliers en euro

SEPA et e-SEPA



Une directive de fixation de fin de migration pour le SEPA?

Position de l'ENISA (European Network and Information Security Agency) sur les risques de la banque en ligne - 26 novembre 2009

Une initiative sur les paiements mobiles?



A retenir

Décembre 2009 : lignes directrices européennes de l'IAB sur la publicité comportementale

Jusqu'au 26 février 2010 : Consultation sur le rapport du groupe d'expert sur la facturation électronique

Négociation en cours : Directive droit des consommateurs (1ere lecture - avril 2010)

Mi-2010 : Consultation directive e-commerce

Mi-2010 : e-SEPA

Merci pour votre attention

Euralia

Rue du Luxembourg, 19/21

B-1000 Bruxelles

Tel: + 32 2 506 88 20

www.euralia.eu

Bruno.dupont@euralia.eu

Marc.jamet@euralia.eu

